

III. Un nouveau contexte, des espoirs ranimés

Il existe aujourd'hui, sans conteste, une plus grande convergence entre les agendas du Nord et du Sud ainsi qu'autour des principes du Partenariat, qu'en 1995. Cela est dû à un ensemble de facteurs.

En tout premier lieu, on relève le sentiment qu'il n'existe aucune alternative crédible au PEM et que, si ce dernier était amené à disparaître, les tensions internationales iraient croissantes et les réformes nationales avorteraient.

Deuxièmement, on constate l'existence d'une nouvelle vision du lien entre développement économique et démocratisation. L'approche dominante dans les années 90 – que reflète la Déclaration de Barcelone – selon laquelle la libéralisation économique conduisait nécessairement à la démocratisation a été battue en brèche par les tragiques événements survenus au Sud de la Méditerranée et particulièrement au Moyen-Orient. Bien qu'il existe un certain degré de causalité, il est considéré aujourd'hui que chaque processus doit suivre et obéir à sa dynamique propre. Le PEM ne peut éluder cette question en raison de l'intense débat sur la démocratisation qui se déroule dans la zone sud-méditerranéenne comme au Moyen-Orient, d'autant plus que la société civile et les secteurs réformistes demandent son approfondissement. Un type de consensus a émergé dans la région et les objectifs du PEM sont devenus plus acceptables.

Troisièmement, il existe une nouvelle attitude vis-à-vis de l'Islam politique, marquée, d'une part, par une révision progressive de la perception qu'il ne s'agit là que d'un problème à résoudre et, d'autre part, par l'adoption d'une vision plus positive selon laquelle les mouvements non violents doivent participer au processus de démocratisation. Ces mouvements sont une réalité incontournable dans la plupart des pays sud-méditerranéens. L'intégration des partis islamiques dans les processus politiques dans certains de ces États a contribué à modifier la façon dont ces mouvements étaient perçus en Europe.

Quatrièmement, on assiste à un regain d'intérêt à l'égard des initiatives internationales lancées dans le but de promouvoir les réformes démocratiques, en raison notamment de celui affiché par les États-Unis en relation à cette question. L'initiative américaine d'un Grand Moyen-Orient, les projets d'accords de libre-échange ainsi que les propositions du G8 (qui a adopté les objectifs financiers et économiques du PEM) ont contribué à placer le débat de la réforme sur l'agenda international. La crédibilité des initiatives américaines de promotion de la démocratie reste perçue comme douteuse du fait de l'implication de Washington dans la guerre en Irak. La politique consensuelle d'inclusion démocratique, plus progressive, a donc gagné en légitimité et crédibilité.

Cinquièmement, malgré le fait que le conflit au Moyen-Orient et l'échec des Accords d'Oslo ainsi que l'impasse israélo-syrien continuent à avoir un profond

impact sur le Partenariat, et bien qu'il soit difficile de prédire comment ces conflits vont évoluer dans un futur proche, les élections présidentielles et prochainement législatives en Palestine représentent indéniablement une nouvelle opportunité, renforçant la légitimité et la capacité de négociation de l'ANP. En dernier lieu, l'élargissement plus récent de l'UE, qui a presque doublé le nombre de ses États membres, a radicalement transformé le voisinage de l'UE et eu un impact évident sur la politique étrangère européenne. L'initiative de la Politique de voisinage a, du moins partiellement, émané des changements amenés par l'élargissement et recèle de ce fait le potentiel d'améliorer la coopération politique Nord-Sud à court et moyen terme.